



## ÉCOLE-CHERCHEUR INTER-LMI

### *Évolution et gouvernance des communs : enjeux méthodologiques, comparatifs et pluridisciplinaire*

Lieu : Azrou, Maroc

Dates : du 9 au 15 avril 2018

Projet coordonné par

- Bruno ROMAGNY, économiste (IRD, LPED), co-directeur du LMI MediTer (2016-2020), [bruno.romagny@ird.fr](mailto:bruno.romagny@ird.fr)
- Mohammed ADERGHAL, géographe (UM5-Rabat, FLSH), directeur du LITOPAD, [m.aderghal@gmail.com](mailto:m.aderghal@gmail.com)
- Saïd BOUJROUF, géographe (UCAM, FLSH), directeur du LERMA et co-directeur du LMI MediTer (2016-2020), [boujrouf@yahoo.fr](mailto:boujrouf@yahoo.fr)
- Mohamadou DIAKHATÉ, géographe (UGB St Louis), co-directeur du LMI PATEO, [mdiakhate10@yahoo.com](mailto:mdiakhate10@yahoo.com)
- Éric LEONARD, économiste (IRD, GRED), responsable de l'axe « Normes et gouvernance<sup>1</sup> » du LMI MESO, [eric.leonard@ird.fr](mailto:eric.leonard@ird.fr)

Comité de suivi scientifique, pédagogique et d'organisation (outre les coordinateurs) :

Mohamed Alifriqui (écologue, UCAM), Martine Antona (économiste, CIRAD), Laurent Auclair (géographe, IRD), Yasmine Berriane (géographe, univ. Zurich), Emilia Velázquez (anthropologue, CIESAS), Geneviève Michon (ethnobotaniste, IRD), Thierry Ruf (géographe/agronome, IRD), Vincent Simonneaux (hydrologue/téledétection, IRD), Ouidad Tebbaa (littérature, UCAM)...

Doctorant(e)s impliqué(e)s dans l'organisation : Majda Mourou (géographe, UM5-Rabat), Saïda Loqmane (géographe, UM5-Rabat), Bouchra Karroud (géographe, UM5-Rabat)...

Appui logistique de la Représentation IRD au Maroc : Nadia Dahraoui (finances), Soulaf Kadiri (missions et logistique)

Nombre de participants (50 environ) : une trentaine de doctorant(e)s et l'équipe pédagogique d'encadrement (une vingtaine de personnes).

**Les candidatures (CV d'une page et lettre de motivation d'une page) pour participer sans frais à cette école-chercheur, ouverte à 5 doctorants rattachés aux laboratoires membres du LabexMed, sont à envoyer avant le 20 mars 2018 à l'adresse suivante :**

[bruno.romagny@ird.fr](mailto:bruno.romagny@ird.fr)

---

<sup>1</sup> Cet axe thématique est co-animé par Éric Léonard (IRD) et par Antonio Escobar, chercheur au CIESAS (Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social).



## Partenaires impliqués

Cette école-chercheur est proposée et co-organisée par le Laboratoire mixte international (LMI) MediTer<sup>2</sup>, « *Terroirs méditerranéens. Patrimoine, mobilité, changement et innovation sociale* » à travers l'Institut de recherche pour le développement (IRD), les laboratoires fondateurs de ce LMI et les universités de tutelle : LPED<sup>3</sup> (AMU, membre du LabexMed), GRED<sup>4</sup> (université Paul Valéry Montpellier 3), LITOPAD<sup>5</sup> (FLSH, UM5-Rabat), LERMA<sup>6</sup> (FLSH, UCAM), LRRSP<sup>7</sup> (université de Jendouba, Tunisie).

Deux autres LMI dans le domaine des SHS sont étroitement associés à ce projet. Il s'agit du LMI PATEO<sup>8</sup>, basé au Sénégal qui travaille notamment sur les approches patrimoniales relatives à l'eau en zone de delta, et du LMI MESO<sup>9</sup> (axe « Normes et gouvernance ») basé au Mexique. Ces collaborations offrent des perspectives très intéressantes en matière d'approche comparative sur le thème des communs entre différents espaces régionaux (Méditerranée, Afrique sub-saharienne, Mexique, Amérique centrale), mais aussi en termes de rencontre entre doctorants de différentes cultures, notamment scientifiques (Maroc, Tunisie, Sénégal, Mexique, France...).

D'autres partenaires scientifiques sont également associés à l'organisation de cette école-chercheur au Maroc, en particulier le LMI TREMA<sup>10</sup> basé à Marrakech, centré sur des questions d'hydrologie et de télédétection. Le thème de l'eau, abordé également au sein du LMI MediTer, ouvre des perspectives de discussions pluridisciplinaires très riches, comme en témoignent les manifestations co-organisées par ces deux LMI durant la COP 22 de Marrakech.

Cette école bénéficie enfin du partenariat avec le Réseau des initiatives agroécologiques au Maroc (RIAM)<sup>11</sup>, porteur de plusieurs types d'action reposant sur des formes d'action collective et de « communs ». L'association a par exemple récemment accompagné la mise en place des marchés paysans éco-solidaires, permettant aux producteurs du réseau de vendre leurs produits aux consommateurs des villes de Mohammedia, Marrakech, Casablanca et Rabat, à raison d'un marché hebdomadaire ou bimensuel. Parmi les autres initiatives en cours, on mentionnera : l'enrichissement continu d'un annuaire national des initiatives en agroécologie ; le développement d'un réseau semencier solidaire ; la mise en place d'un système participatif de garantie (SPG) entre les producteurs et les consommateurs (expérience pilote autour de Rabat en partenariat avec le CIRAD) ; l'organisation des premières Assises nationales de l'agroécologie en automne 2018 (Agadir) ; la supervision et la participation aux travaux de l'Observatoire de l'agroécologie au Maroc (OAEM). Cet observatoire, en cours de

<sup>2</sup> <http://www.mediter.ird.fr/>

<sup>3</sup> Laboratoire Population-Environnement-Développement, UMR 151 IRD-AMU.

<sup>4</sup> Gouvernance, Risque, Environnement et Développement, UMR 220 IRD-université Montpellier 3

<sup>5</sup> Laboratoire d'Ingénierie, Tourisme, Patrimoine et Développement durable des territoires, UM5.

<sup>6</sup> Laboratoire d'Études et de Recherche sur les Montagnes Atlasiques, UCAM.

<sup>7</sup> Laboratoire de Recherche sur les Ressources Sylvico-Pastorales de Tabarka, université de Jendouba (Tunisie).

<sup>8</sup> <http://www.ird.fr/la-recherche/lmi-laboratoires-mixtes-internationaux/lmi-pateo-patrimoines-et-territoires-de-l-eau>

<sup>9</sup> <https://www.ird.fr/la-recherche/lmi-laboratoires-mixtes-internationaux/lmi-meso-mobilites-gouvernance-et-ressources-dans-le-bassin-meso-americain>

<sup>10</sup> <http://www.ird.fr/la-recherche/lmi-laboratoires-mixtes-internationaux/lmi-trema-teledection-et-ressources-en-eau-en-mediterranee-semi-aride>

<sup>11</sup> <http://reseauriam.org/fr/index>

montage, a pour objectif principal d'animer un dispositif de collecte, d'analyse, de suivi des données et d'évaluation des performances (sociales, économiques, environnementales, territoriales) des initiatives en agroécologie pour l'aide à la décision des acteurs territoriaux (agriculteurs, politiques, bailleurs, etc.). Le LMI MediTer et le LITOPAD interviennent déjà en appui scientifique à ce projet d'observatoire (financement de stages d'étudiants, etc.). Il s'agit aussi dans cet observatoire de comprendre les dynamiques spatiales qui concernent l'implantation des fermes en agroécologie en périphérie de centres urbains (Rabat, Casablanca, Marrakech, Fez, etc.) en pleine croissance. Il vise à initier des débats autour des définitions et des représentations socioculturelles de l'agroécologie au Maroc, sachant qu'aujourd'hui, ces dernières ne renvoient qu'à un seul point commun : la non utilisation d'intrants chimiques de synthèse. En ce sens, la question du lien entre la qualité de l'alimentation des populations, la santé, les inégalités dans ce domaine et la durabilité des systèmes de production agricole est de plus en plus prégnante, avec la recrudescence de maladies comme le diabète, etc. Bien se nourrir, en quantité et en qualité, est-ce un impératif qui se doit d'être accessible au plus grand nombre, ou le luxe de catégories privilégiées, a priori plus sensibilisées à ces problématiques et disposant du pouvoir d'achat nécessaire ? Enfin, le RIAM, le LMI MediTer et le LITOPAD sont associés en 2017-2018 au dispositif « *Villes en questions* » porté par l'IRD et l'AESVT (Maroc), dont le thème cette année au Maroc est l'agroécologie. Cette action vise à accompagner des projets de clubs de jeunes lycéens.

### **Une école-chercheur sur un thème central et récurrent : les « communs »**

La thématique centrale de cette école-chercheurs se résume à la question suivante : les « communs » sont-ils une grille d'analyse pertinente des transformations en cours que connaissent les sociétés locales dans leurs rapports aux territoires, aux ressources naturelles, aux pouvoirs publics et aux autres acteurs non-gouvernementaux concernés ? Dans de nombreux pays du Sud, les sociétés rurales ou urbaines sont plus vulnérables et confrontées à la nécessité de s'adapter rapidement aux changements globaux, dont le changement climatique et la libéralisation rapide de l'économie.

Dans le champ des sciences humaines et sociales (SHS), on assiste à un « retour des communs »<sup>12</sup>, notion aux contours pas toujours bien définis mais de plus en plus utilisée pour (re)formuler ou (ré)interpréter un certain nombre de problématiques que connaissent différents types de territoires urbains, périurbains ou ruraux, à des échelles variées. Du fait des mobilités (des hommes, des idées, des marchandises), les frontières entre ces espaces deviennent de plus en plus floues et poreuses.

Il s'agira donc d'interroger l'évolution en cours de la notion de communs dans ses différentes dimensions (matérielle / immatérielle...) et dans divers espaces géographiques. La grille d'analyse (*design principle*) déployée par Elinor Ostrom et son équipe est un des outils méthodologiques que les SHS se sont appropriés pour caractériser les communs fonciers ou traditionnels<sup>13</sup>. Plus récemment, un foisonnement de dispositifs<sup>14</sup> modernes, initiés et soutenus par les politiques publiques en matière agricole et environnementale, impliquent une

<sup>12</sup> Coriat B., 2015. *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*. Les Liens qui Libèrent.

<sup>13</sup> Systèmes d'irrigation, modes de gouvernance des ressources pastorales et forestières, etc.

<sup>14</sup> Mise en défens de portions de forêts, agrégation de petits agriculteurs-éleveurs dans un but d'intégration, organisation en coopératives, promotion des indications géographiques protégées pour les produits de terroir, paiements pour services écosystémiques, etc.

gestion supposée négociée de ces mêmes ressources et/ou des savoir-faire associés, renvoyant ainsi aussi aux dimensions immatérielles des communs.

L'État contemporain ne serait-il pas atteint d'une forme de « dédoublement de la personnalité », garant d'une part du bien commun et de l'égalité des citoyens devant la loi, mais, d'autre part, de plus en plus enclin à promouvoir l'initiative privée jugée plus apte à supporter la concurrence et à créer des richesses ? Dans de nombreux cas que nous avons étudiés, pouvant présenter ou pas les caractéristiques de « communs », on assiste à une individualisation du rapport à la ressource, source de conflits et/ou de sa dégradation. Comment ces processus d'individualisation sont enclenchés et accélérés par les dispositifs issus des politiques publiques actuelles ? Comment des communs immatériels (IGP, etc.), hybrides, mobilisant des ressources communes matérielles, entraînent l'exclusion et le déclassement des pratiques de partage ? C'est bien la connaissance des pratiques réelles de partage qui amène à considérer la communauté et la construction du commun, non pas comme une fin en soi mais avant tout comme une grille d'analyse. Quel est le rôle des pouvoirs publics tant au niveau du soutien qu'ils apportent aux dispositifs modernes de valorisation des produits ou des territoires qu'en termes de partenaire ou de facilitateur pour la construction de nouveaux communs ?

### **Objectifs de l'école-chercheur et public visé**

Cette école-chercheur s'adresse en priorité à des doctorants de divers horizons géographiques (Nord/Sud) et disciplinaires (au sein des SHS principalement) qui travaillent d'une façon directe ou indirecte sur le thème général et pluridisciplinaire des « communs ».

L'objectif principal de cette formation est de proposer aux participants des éléments de réflexion d'ordre méthodologique et épistémologique leur permettant une réflexion collective sur la façon dont ils appréhendent et mènent leur recherche spécifique, en liaison avec le thème des communs, dans les différentes situations nationales et territoriales qu'ils connaissent bien.

Trois mots-clés sont à retenir pour cette formation : pluridisciplinarité, méthodologie et réflexivité. **Pluridisciplinarité** au sein des SHS mais aussi élargie à d'autres disciplines (sciences physiques...) ; **diversité méthodologique** en centrant le contenu de la formation sur ces aspects (outils d'analyse et de traitement des données, instruments et démarches d'enquête, diagnostics agraires, cartographie, etc.) plutôt que sur les connaissances thématiques ou théoriques ; **réflexivité** car il s'agira aussi de réfléchir ensemble à la relation directeur(trice) de thèse / doctorant(e) tout au long de la formation doctorale.

Une telle école-chercheurs, de par ses ambitions pédagogiques et son originalité, devrait séduire de nombreux candidats et leur offrir un point de vue différent sur leurs jeunes pratiques de recherche, notamment parmi les doctorants du Sud. L'accès en ligne aux connaissances et à la littérature scientifique a été facilité ces dernières années. Plus que la connaissance issue de la littérature scientifique internationale, une des priorités, en particulier pour les étudiants du Sud, est l'amélioration des connaissances et des pratiques dans le domaine de la méthodologie de recherche en SHS. Enfin, le problème de la maîtrise (à l'écrit) d'une langue de communication internationale constitue une difficulté importante pour de nombreux doctorants marocains en SHS.

## Contenu pédagogique : une organisation en modules

Sur la base des enseignements pédagogiques tirés de la première école-chercheurs du LMI MediTer (octobre 2012 à Marrakech), nous envisageons d'organiser la formation en trois principaux temps de travail et d'échanges :

- un tiers des interventions se fera sous la forme de conférences méthodologiques proposées sur différents thèmes et sujets ;
- un second tiers du temps de la formation sera consacré à des sorties collectives de terrain dans les environs d'Ifrane / Azrou ;
- enfin, le dernier tiers du temps de travail sera organisé sous la forme d'ateliers interactifs où les doctorants pourront directement échanger entre eux, par exemple autour de la co-écriture de différents textes (projets d'articles, carnets de terrain, etc.) en rapport avec leurs travaux de recherche.

De façon générale, nous prévoyons une organisation de la formation par modules, d'une durée variable selon les besoins et le type d'interaction entre formateurs et participants (en salle, sur le terrain, etc.).

Ci-dessous sont listées quelques idées de modules envisagés, dont le contenu détaillé sera précisé ultérieurement.

- ✓ Quels outils et méthodes pour l'analyse des communs sur le terrain : entretiens ouverts, études de cas approfondies, ateliers participatifs, diagnostics agraires, etc., que ce soit au niveau des règles et des institutions, des faisceaux de droits sur le foncier et les ressources, des caractéristiques des groupes de *commoners* (taille, hétérogénéité...), ou de la complexité des dynamiques des écosystèmes anthropisés ?
- ✓ Quels outils et méthodes pour travailler sur des terrains où l'information est manquante, lacunaire ou absente par rapport aux besoins de la recherche en SHS ?
- ✓ La cartographie dans ses diverses dimensions (participative, informatique, etc.) comme outil de recherche pour conceptualiser des faits.
- ✓ Ateliers spécifiques d'écriture de textes (article scientifique, wiki, carnet de terrain, *working paper*, fiche de synthèse à destination de décideurs ou de la société civile, textes pour sites web ou news letter, etc.) par les doctorants, avec divers formats et supports (numériques, etc.).

Des contributions spécifiques sont envisagées en collaboration avec l'axe « Normes et gouvernance » du LMI MESO autour de trois thèmes : (i) approches historiques et usage des archives dans l'analyse des formes de gouvernance des communs ; (ii) analyse des conflits dans des situations de pluralisme légal et institutionnel ; (iii) dynamiques de production et gouvernance de « nouveaux communs ».

- ✓ L'usage des sources historiques et des documents d'archive dans l'analyse des formes de gouvernance des communs et des trajectoires de ces formes, en référence particulière aux dispositifs hydrauliques. La question de l'analyse historique des formes de gestion et des usages de l'eau a fait l'objet d'un investissement fort au CIESAS, avec en particulier la délégation de l'organisation de *l'Archivo Nacional del Agua* au CIESAS et la construction d'un master sur la gestion sociale et les usages de l'eau, incorporant historiens, sociologues et anthropologues.
- ✓ Les conflits pour les ressources naturelles et leur analyse dans les sciences sociales. Ce thème constitue l'un des axes de recherche au sein du LMI MESO. Ces recherches concernent aussi bien les conflits fonciers « de proximité » (intra-familiaux, intra-communautaires, entre communautés), que les conflits sociaux de plus grande ampleur portant sur les décisions publiques de concessions à des opérateurs privés et étatiques (adductions d'eau, exploitation minière ou forestière, bio prospection). Les contributions mexicaines peuvent concerner : (i) la prise en compte du pluralisme juridique et institutionnel dans l'émergence, le développement,

le redéploiement et le traitement des conflits (contradictions entre et jeux stratégiques d'acteurs autour de différents registres de règles et systèmes d'autorités ; pluralisme interne aux instances officielles/étatiques, etc.) ; (ii) l'analyse des systèmes de droits en termes de faisceaux de droits et d'obligations sociopolitiques indexées à l'exercice de ces droits ; et (iii) la prise en compte de dimensions historiques et l'usage des sources d'archive dans l'analyse des conflits contemporains, partant du constat, amplement validé empiriquement, des trajectoires d'activation/dormance/résurgence des conflits pour les ressources naturelles et de leur enchâssement dans des conflits politiques de longue durée. Juan Martinez Allier : atlas en ligne sur les conflits environnementaux dans le monde (<http://ejatlas.org/>), contacts avec le Liban.

- ✓ La question de la construction et la gouvernance de « nouveaux communs » et leurs liens avec les transformations des formes politiques contemporaines. Une tendance forte au Mexique concerne les dynamiques de « reconstruction » de dispositifs de gouvernement (et contrôle sociopolitique) communautaires dans le contexte du redéploiement des politiques rurales autour des thèmes de la lutte contre la pauvreté et la marginalité sociale, d'une part, de la migration internationale, d'autre part. La mise en œuvre de fonds participatifs pour l'équipement des localités en biens publics (éducatifs, sanitaires, communications, assainissement, etc.) est l'occasion de construire de nouvelles formes d'action collective associant des autorités traditionnelles, des intermédiaires politiques et des associations de la diaspora en migration. Les contraintes de participation des communautés aux projets peuvent donner lieu à des dispositifs de fiscalité « informelle », souvent illégale, mais qui bénéficient d'une forte légitimité sociale, dont les principaux contributeurs sont les membres de la diaspora et les principaux garants des systèmes de pouvoir « traditionnels » (ou « néo coutumiers ») dont les réformes légales des années 1990 avaient pourtant rogné les compétences. La question de l'émergence de ces « nouveaux communs » est aussi très intéressante dans les contextes marocain et tunisien.

## **Nombre et qualité des intervenants**

Une vingtaine d'intervenants/animateurs. Le programme est en cours de montage.

**Projet de session organisée par le RIAM** autour du Système participatif de Garanti (SPG) mis en place dans les environs de Rabat, retour d'expérience sur ce dispositif d'action collective centré sur les questions d'agroécologie et de qualité de l'alimentation. Avec l'appui de Sylvaine Lemeilleur (économiste, CIRAD)